



Les représentants du personnel DREAL Grand Est

Metz le 9 mai 2017

Monsieur le Préfet de la région Grand Est,
Madame la Directrice Régionale en charge de l'environnement et des transports,

L'objectif de réduction des frais de fonctionnement en DREAL en 2017 atteint 10%.

La poursuite de cette politique d'austérité drastique est incompréhensible, alors que les besoins de la DREAL sont en croissance du fait de la fusion Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine en 2016, pourtant annoncée « à budget constant ».

L'absurdité de ces réductions budgétaires drastiques est particulièrement flagrante concernant les agents en charge du contrôle des transports terrestres (CTT) et des pesées du Service Transports de la DREAL

En effet les CTT de la DREAL assurent des missions de régulation du transport routier par le contrôle continu sur route, des conditions de travail des conducteurs.

Les agents de pesée, en collaboration avec les contrôleurs des transports, sont en charge de veiller au respect des règles du code de la route en matière de surcharge des véhicules.

Le non respect des poids et dimensions a des conséquences tant en matière de dégradation des revêtements routiers qu'en matière de sécurité routière.

Ces agents jouent donc un rôle majeur dans la lutte contre le dumping social, qui a été ciblé comme prioritaire par le secrétaire d'État chargé des Transports, et pour améliorer la sécurité routière.

En 2016, les contrôleurs des transports terrestres de la région Grand Est ont contrôlé 374 944 journées de travail conducteurs représentant 12 613 véhicules, et consigné plus de 1 439 000 €. Les agents de pesée ont pesé 4 973 véhicules dont 1 386 étaient en surcharge.

Ces missions régaliennes rapportent donc de l'argent à l'Etat, mais nécessitent des frais de déplacements. En 2016 l'enveloppe dévolue aux frais de mission du Service Transport aurait dépassé de plus de 10% la moyenne assignée.

C'est notamment pour ces raisons qu'un arbitrage a été rendu, réduisant de 27% les frais de missions des CTT en 2017.

La conséquence directe de cette baisse importante de crédit est donc une réduction du nombre de contrôle en proportion.

De plus l'organisation des contrôles est directement impactée puisque les contrôles sont programmés de manière à ce que les agents effectuent un maximum de contrôle en demi-journée et rentrent à leur résidence administrative afin de ne pas générer de frais.

Ce système engendre ainsi une dégradation des conditions de travail par une augmentation des risques liés à l'accroissement du nombre de déplacements (fatigue, augmentation du risque d'accident, risques psychosociaux...).

Les véhicules de services seront aussi plus sollicités, entraînant leur usure prématurée et une augmentation de la consommation de carburant, donc de la pollution ... avec au final une réduction des dépenses qui reste à démontrer.

Ainsi ces réductions budgétaires contre-productives, auront un effet direct :

- sur la sécurité routière;
- sur les conditions de travail des chauffeurs routiers et celles des agents de la DREAL;
- sur l'environnement;
- sur la santé économique des entreprises de transport de la région.

La réduction des contrôles sur le terrain profitera aux contrevenants, et diminuera les recettes de l'Etat.

Nous avons déjà alerté le Comité Technique DREAL le 4 avril dernier. Nos arguments, de bon sens ont été entendus par notre administration.

Néanmoins, le contexte de réduction du budget de la DREAL de 10% (-223 000€) ne permettra pas d'assurer un niveau de contrôle équivalent aux années précédentes, et il n'est pas envisageable d'abonder les frais de fonctionnement du Service Transport; au détriment des autres services qui ont aussi des besoins en augmentation du fait de la fusion « Grand Est » : déplacements plus nombreux et plus long, investissements en outils informatiques pour mettre en place l'« administration 2.0 » etc.

Cette situation du Service Transport illustre bien les difficultés rencontrées au quotidien par les services de la DREAL et les agents qui n'arrivent plus à assurer leurs missions.

Par conséquent, nous vous demandons d'intervenir rapidement auprès du gouvernement, pour qu'il dote la DREAL Grand Est d'un budget de fonctionnement suffisant pour 2017 et les années suivantes, afin d'assurer l'intégralité de nos missions régaliennes dans les meilleures conditions.

Il en va de la sécurité publique, de la préservation de l'environnement, de l'économie et de l'emploi dans notre région.

Les agents de la DREAL sont dans l'attente de votre réponse et sont prêts à se mobiliser si la situation financière de notre direction n'évoluait pas.

Les représentants du personnel DREAL Grand Est,

